



PRÉFET DE LA SARTHE

Préfecture
Direction de la coordination des politiques publiques et de
l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et
du logement des Pays-de-La-Loire
Unité départementale de la Sarthe

Arrêté DCPAT2018- 0017 du 12 janvier 2018

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.

Syndicat Mixte Intercommunal de Réalisation et de Gestion pour l'Élimination des Ordures
Ménagères de l'Est Sarthois (SMIRGEOMES) Le Ganotin - ÉCORPAIN

Prescriptions de mesures suite à l'incendie du 27 octobre 2017.

Le Préfet de la Sarthe
Officier de la Légion d'honneur ;
Chevalier de l'ordre national du Mérite ;

Vu le code de l'environnement, livre V - titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de
l'environnement ;

Vu l'annexe à l'article R.511-9 du code de l'environnement constituant la nomenclature des installations
classées pour la protection de l'environnement et notamment la rubrique 2716 (installation de transit,
regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes) ;

Vu le livre V du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux
installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°
2716 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 99/0660 du 20 avril 1999 relatif à l'extension du centre d'enfouissement
technique de classe II, à l'extension de l'usine de broyage et de compostage d'ordures ménagères et à
la construction d'un centre de tri ;

Vu le récépissé de déclaration du 4 mai 2011 relatif à la création d'un centre de transit temporaire pour
des déchets ménagers (rubrique 2716-2) ;

Vu le courrier en date du 7 novembre 2017 par lequel Monsieur le Président du SMIRGEOMES déclare
le sinistre subi par ses installations sises à Écorpain au lieu-dit le Ganotin et propose la mise en œuvre
de solutions de regroupement et de transit des déchets du SMIRGEOMES vers une installation dûment
autorisée ;

Vu la déclaration en date du 15 novembre 2017 relative à la modification des conditions d'exploitation
d'une station temporaire de regroupement et transfert d'ordures ménagères résiduelles ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées à l'exploitant en date du 22 novembre 2017 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 24 novembre 2017 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques réuni
le 7 décembre 2017 ;

Considérant que l'installation autorisée par l'arrêté du 20 avril 1999 précité a subi un incendie le
27 octobre 2017 au niveau de son bâtiment destiné à la fabrication de compost ;

Considérant que l'incendie a détruit l'ensemble du bâtiment rendant impossible le redémarrage du
traitement des ordures ménagères du SMIRGEOMES ;

Considérant la nécessité pour le SMIRGEOMES de continuer à assurer le service public de collecte et
de traitement des ordures ménagères sur le périmètre du syndicat ;

Considérant la nécessité pour le SMIRGEOMES de continuer à assurer la gestion de l'installation de

stockage de déchets non dangereux autorisée par l'arrêté du 20 avril 1999 précité ;

Considérant que lors de la visite en date du 27 octobre 2017, l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, a constaté :

- la destruction complète d'une partie du process de Tri Mécano Biologique du SMIRGEOMES ne permettant pas une reprise de l'activité de traitement des ordures ménagères sur le site à court terme,
- la nécessité d'évaluer les conséquences de l'incendie notamment des fumées abondantes produites pendant le sinistre,
- l'obligation de mettre en œuvre des solutions d'urgence puis semi-pérennes (24 mois) pour le regroupement et le transit des ordures ménagères brutes provenant des collectes bimensuelles instaurées par le syndicat vers une installation dûment autorisée,
- la nécessité de revoir les conditions de gestion des eaux polluées et pluviales sur le site compte tenu des conséquences directes de l'incendie, des modifications apportées à la gestion du site et de la phase de déconstruction/reconstruction à prévoir,
- la présence de déchets non traités par le TMB, présents encore dans le tube BRS,
- la destruction partielle des déchets présents dans le bâtiment.

Considérant qu'une activité de transit/regroupement de déchets non dangereux non inertes ainsi que les conséquences de l'incendie peuvent entraîner une pollution du sol, de l'air, des eaux souterraines et de surface, et pourrait potentiellement engendrer des impacts sanitaires en dehors des limites de propriété et est de nature à menacer les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application à l'encontre de l'exploitant, des dispositions prévues par l'article L.512-20 du code de l'environnement susvisé ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant et que celui-ci n'a formulé aucune observation ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1 : Le SMIRGEOMES (Syndicat Mixte de Réalisation et de Gestion pour l'Élimination des Ordures Ménagères de l'Est de la Sarthe) est tenu, pour son site localisé au lieu-dit « le Ganotin » sur le territoire de la commune d'Écorpain, de respecter les dispositions du présent arrêté, en vue de protéger les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement.

Article 2 : Mise en sécurité

Suite à l'incendie qui a touché ses installations le 27 octobre 2017, le SMIRGEOMES est tenu de mettre son site en sécurité.

Pour cela, a minima, les actions suivantes sont menées :

- interdire l'accès à la partie sinistrée du site à toute personne non autorisée par le SMIRGEOMES, mettre en place des mesures de surveillance, mesures spécifiques, interdiction d'accès signalisée de manière adaptée et information des dangers présents (risques d'effondrements, de chute de matériels, etc.). Une surveillance humaine du site est effectuée en permanence ou sous forme de ronde ;
- démolir au plus vite les structures à risque du fait de leur fragilisation par l'incendie ;
- évacuer vers des installations autorisées, les matériaux de démolition et les déchets en cours de traitement au moment du sinistre ;
- séparer les eaux du site non polluées des eaux susceptibles d'être polluées pour traitement différencié, selon les dispositions exposées à l'article 6 ci-dessous ;

- organiser la cohabitation des activités maintenues sur le site avec celles de démolition et de remise en état ou reconstruction du site.

Ces mesures sont **formalisées** et leur mise en oeuvre régulièrement **vérifiée**.

Le calendrier des travaux de mise en sécurité est notamment adressé au préfet.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la levée des mesures compensatoires.

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, **au fil de l'eau**, les éléments justifiant du traitement des déchets qui étaient en cours de traitement au moment du sinistre. Les déchets présents dans le tube BRS sont évacués **dès la remise en service** des équipements électriques.

Article 3 : Rapport d'accident

Le rapport d'accident du 7 novembre 2017, reçu le 10 novembre 2017, sera complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre. La description des circonstances et la chronologie de l'événement, les causes et les conséquences de l'incendie, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme sera affinée.

Ce rapport intégrera le retour d'expérience du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et des différents intervenants lors du sinistre. Ce rapport d'accident devra notamment comporter le cas échéant une révision de l'étude des dangers en intégrant le retour d'expérience du sinistre survenu le 27 octobre 2017.

Article 4 : Impact environnemental du sinistre

Le SMIRGEOMES est tenu d'évaluer l'impact environnemental du sinistre selon la méthodologie ci-après :

1) L'exploitant élabore un plan de prélèvements comprenant :

a) Un état des lieux concernant le terme source du sinistre : nature et quantité de produits et matières dangereuses concernés /impactés par l'incident ;

b) Une évaluation de la nature et des quantités de produits, de produits de décomposition et des produits de dégradation susceptibles d'avoir été émis à l'atmosphère, dans le milieu aqueux et dans les sols, compte tenu de la quantité et de la composition des produits impliqués dans le sinistre et, des conditions de développement de l'incendie qui ont pu être observées (feu vif et feu couvant) ;

c) La détermination de la ou des zones maximales d'impact au regard des cibles ou enjeux en présence. Pour l'air, l'exploitant justifie la détermination de ces zones par une modélisation des retombées atmosphériques ou a minima par les informations météorologiques officielles constatées pendant toute la durée de l'événement (direction et force des vents). De plus, une description la plus précise possible du sinistre est faite (les autres sources de données disponibles – SDIS, notamment - sont exploitées), elle est utilement appuyée par des photographies ;

d) Un inventaire des cibles ou enjeux potentiels exposés aux conséquences du sinistre (habitations, établissements recevant du public en particulier sensible, zones de cultures maraîchères, jardins potagers, zones de pâturage, bétails, sources et captage d'eau potable, activités de pêche et de cueillette...) ainsi que les voies de transfert et d'exposition spécifiques à la situation (schéma conceptuel) ;

e) Une proposition de plan de prélèvements (plan de surveillance environnementale) sur des matrices pertinentes justifiées ; les matrices choisies tiennent compte de la ou des zones maximales d'impact et des cibles et enjeux répertoriés en d). Ce plan prévoit également des prélèvements dans des zones estimées non impactées par le sinistre qui seront utilisées comme zones témoins (des témoins sont nécessaires pour toutes les matrices échantillonnées) ;

NB : il est possible de prioriser la réalisation des prélèvements environnementaux : privilégier quelques points de prélèvements dans l'urgence sur des zones à enjeux sanitaires (lait, jardins potagers, cultures, zones de pâturage) puis dans un second temps, élargir les prélèvements sur les matrices qui vont répondre au marquage environnemental de la zone et éventuellement à la compréhension de la chaîne de contamination des milieux.

f) La justification de paramètres à analyser au regard des substances concernées par les émissions atmosphériques et/ou aqueuses du sinistre ;

NB : l'exploitant a recours aux documents publiés par l'INERIS, notamment le rapport INERIS DRC-15 152421-05361C du 18/ décembre 2015 - Guide sur la stratégie de prélèvements et d'analyses à réaliser suite à un accident technologique – cas de l'incendie.

2) L'exploitant met en œuvre le plan de prélèvements défini en application du point 1) ci-avant modifié pour tenir compte des éventuelles remarques formulées par l'inspection des installations classées.

3) Les résultats d'analyses des différents prélèvements sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) (méthodologie sites et sols pollués) en vue d'identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées. Ainsi, l'état naturel de l'environnement (zones témoins) et les valeurs de gestion réglementaires en vigueur pour les eaux de boisson, les denrées alimentaires et l'air extérieur sont les références pour l'appréciation des risques et la gestion. En l'absence de valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires est réalisée.

Les références suivantes sont utilisées, en l'absence de données réglementaires plus récentes :

Milieux	Références
Sol	<ul style="list-style-type: none">état initial de l'environnement, si l'information est disponible ou environnement témoin (témoins du plan d'échantillonnage),fond géochimique naturel local
Eau	<ul style="list-style-type: none">critères de potabilité des eaux (si usage pour eau potable)critères de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potableNQE (Normes de qualité environnementale – Directive Cadre sur l'eau)
Denrées alimentaires	<ul style="list-style-type: none">Destinées à l'homme : Règlement européen CE/1881/2006 modifié par celui du 2 décembre 2011 (1259/2011), complété par les recommandations du 23 août 2011 (pour les fruits et légumes)Destinées à l'alimentation animale : règlement européen du 28 mars 2012
Air	<ul style="list-style-type: none">Valeurs réglementaires dans l'air ambiant extérieur

Les résultats et leur interprétation tels que décrits ci-dessus sont transmis à l'inspection des installations classées **au fil de l'eau**. En cas d'impact révélé par les mesures réalisées, l'exploitant élabore un plan de gestion et le transmet à l'inspection des installations classées.

Une synthèse, le cas échéant accompagnée du plan de gestion, est remise au préfet **dans la semaine** suivant la notification du présent arrêté.

Article 5 : Regroupement / transit des ordures ménagères

Le SMIRGEOMES est autorisé à réceptionner sur son site la collecte des ordures ménagères effectuée sur le périmètre du syndicat, pour regroupement et transit avant évacuation vers une installation de traitement dûment autorisée.

Les installations sont organisées selon les dispositions prévues dans le dossier de déclaration transmis le 15 novembre 2017 à la préfecture. Notamment, le bâtiment fermé équipé de deux fosses de réception existant est aménagé. Le convoyeur destiné à alimenter le tube BRS, est modifié de manière à permettre le remplissage direct d'une benne à fond mouvant alternatif pour évacuation immédiate. Les déchets sont évacués du site dans les 24 h suivant leur arrivée.

Les dispositions applicables pour les installations de regroupement et de transit des déchets issus de la collecte des ordures ménagères résiduelles sont celles de l'arrêté ministériel du 16 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2716, tant qu'elles ne sont pas contraires à celles du présent arrêté.

Les eaux issues des installations sont gérées selon les modalités précisées à l'article 6 ci-après.

Article 6 : Gestion des eaux

6.1. Lagune 0

Le vidage de la lagune 0 n'est opéré que par pompage.

Les eaux collectées au niveau de la lagune 0 sont pompées et évacuées au fur et à mesure de son remplissage vers une installation de traitement dûment autorisée. Les justificatifs sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées (certificats d'acceptation, bordereaux de suivi, factures).

Un récapitulatif annuel est réalisé et joint au rapport d'activité annuel établi à l'attention de la commission de suivi de site avec l'indication des coûts engendrés.

La lagune 0 est définitivement isolée du réseau de fossés menant au milieu naturel. Les travaux seront réalisés à l'occasion d'un vidage complet de la lagune.

Une procédure de surveillance du niveau et d'intervention est mise en place pour garantir l'absence de débordement.

6.2. Lagune 1

Le vidage de la lagune 1 n'est opéré que par pompage. Les eaux collectées au niveau de la lagune 1 sont pompées et évacuées au fur et à mesure de son remplissage vers une installation de traitement dûment autorisée. Les justificatifs sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées (certificats d'acceptation, bordereaux de suivi).

Un récapitulatif annuel est réalisé et joint au rapport d'activité annuel établi à l'attention de la commission de suivi de site avec l'indication des coûts engendrés.

Une procédure de surveillance du niveau et d'intervention est mise en place pour garantir l'absence de débordement.

Les prescriptions de ce paragraphe pourront être levées par arrêté préfectoral, sur justification auprès du préfet du retour à la normale de la gestion des eaux pluviales dans et autour de la zone impactée par l'incendie du 27 octobre 2017.

6.3 Bassin tampon avant rejet

Le seuil du bassin tampon permettant le débordement au Tusson est relevé d'environ 50 cm. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un schéma complet de gestion des eaux du site remis à jour compte tenu des conséquences de l'incendie (origine des flux, destination, traitement).

Article 7 : Redémarrage des installations

Le redémarrage des installations objets du sinistre est conditionnée à l'instruction d'un dossier complet de modification.

Article 8 : Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2 à 7 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 9 : Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Écorpain et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Écorpain pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

Article 10 : Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative

compétente, le tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R.181-50 du même code :

1° par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;

2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation.

Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, la sous-préfète de Mamers, le maire d'Ecorpain, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement à Nantes, l'inspecteur de l'environnement spécialité Installations classées au Mans, le directeur départemental des territoires, le directeur général de l'agence régionale de santé, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, et le commandant du groupement de gendarmerie de la Sarthe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Thierry BARON